

Les subsides

L'OTAN a pris cette décision en 1979 à la demande des Européens, en particulier du gouvernement socialiste de l'Allemagne de l'Ouest, et a bénéficié à cet égard de l'appui du gouvernement socialiste français. Le chef de l'Internationale socialiste, M. Willie Brandt, a récemment déclaré que cette décision revêtait un intérêt particulier qui dépassait le cadre de la sécurité. Voici ce qu'il a dit:

Toute entorse à la décision prise par l'OTAN pourrait donner à l'Union soviétique l'excuse de ne pas envisager les négociations avec sérieux.

Il est particulièrement important, monsieur l'Orateur, que ce point soit bien compris. L'Union soviétique aurait pu entamer des négociations avec l'Ouest sur les missiles à portée moyenne à tout moment après la décision de l'OTAN de 1979. Elle n'avait aucun intérêt à négocier avant l'automne dernier, lorsqu'il lui a semblé que les pays de l'Ouest considéraient sérieusement le déploiement des missiles Cruise et Pershing. Ce n'est qu'à ce moment-là que les Soviétiques ont daigné engager des négociations qui n'ont débuté qu'à la fin de l'année dernière et se poursuivent actuellement.

Une voix: Qu'en est-il de SALT II?

M. MacGuigan: Le député voudrait savoir ce qu'il en est de SALT II. Bien sûr, les Soviétiques ont été incités à poursuivre les négociations de SALT II parce que les deux camps possédaient le même genre de missiles balistiques intercontinentaux. Toutefois, rien en fait n'incite l'Union soviétique à négocier maintenant, car nous n'avons rien à céder en échange.

Une voix: Les sous-marins Trident.

M. MacGuigan: J'aimerais savoir dans quelle mesure la perception des socialistes canadiens diffère de celle du chef de l'Internationale socialiste, dont ils approuvent les vues sur la plupart des grandes questions de l'heure. Il est intéressant de noter que, dans ce cas particulier, le NPD rejette l'autorité de socialistes distingués comme Willie Brandt, le chancelier Schmidt et le président Mitterrand et préfère se rallier aux opinions d'Américains qui, au contraire de lui, appuient l'OTAN. Si ses motivations étaient celles de ces sénateurs américains, il serait peut-être alors en mesure d'adopter une position que les Canadiens pourraient facilement accepter.

Mlle Jewett: Pourquoi ne parlez-vous pas du rapport minoritaire? Vous évitez cette question.

Une voix: Votre logique est merveilleuse.

M. MacGuigan: Elle est inattaquable, c'est pourquoi ils s'inquiètent tant, monsieur l'Orateur. C'est quand les arguments sont faibles qu'on parle fort.

Une voix: Est-ce pourquoi vous faites tant de bruit?

M. MacGuigan: Monsieur l'Orateur, la stratégie d'asphyxie demeure, aussi bien comme stratégie générale que dans le cas des essais des missiles Cruise. Je tiens à apporter cette précision, car le député de New Westminster-Coquitlam (M^{lle} Jewett) a prétendu à diverses reprises que la stratégie d'asphyxie et l'essai de missiles Cruise au Canada sont incompatibles. Monsieur l'Orateur, si nous parvenons à faire appliquer cette stratégie d'étouffement à la suite d'une entente

internationale, nous n'aurons alors pas besoin d'essais de missiles Cruise, car il y aura alors incompatibilité; cette entente internationale nous enlèvera le droit de procéder à ces essais et les rendra même inutiles. Nous avons donc décidé d'inviter de façon permanente le monde et en particulier les superpuissances à prendre les mesures nécessaires pour bloquer le développement des nouveaux systèmes de missiles.

Comme nous l'avons dit à l'époque, il ne s'agit pas d'une stratégie de désarmement unilatéral. Il faudrait que ce soit un gouvernement de type néo-démocrate qui soit au pouvoir pour avoir une politique de ce genre, à laquelle nous ne souscrivons pas du tout. Nous préférons faire tout en notre pouvoir pour proposer au monde des idéaux, et pour tenter de les atteindre. S'ils ne sont pas partagés par d'autres pays, nous devrons tirer le meilleur parti possible de la situation qui existe. Voici ce qu'a déclaré le chancelier Schmidt à la récente conférence de son parti à Munich:

Je tiens à dire ceci à ceux qui veulent proposer un désarmement unilatéral au lieu d'accords réciproques. L'histoire prouve qu'une grande puissance militaire n'a jamais hésité à attaquer un adversaire désarmé. Les voisins de l'Union soviétique en ont fait l'expérience et nous avons toujours frais à l'esprit l'exemple de l'Afghanistan.

Une voix: Je suis entièrement d'accord.

M. MacGuigan: Je suis heureux d'entendre que le député est d'accord avec ses frères socialistes. Monsieur l'Orateur, c'est parce que l'Union soviétique a profité de la détente pour envahir l'Afghanistan, causer des troubles en Pologne et accroître sa force de missiles intermédiaires—et comme l'a dit le député d'Esquimalt-Saanich (M. Munro), il y aurait bien d'autres exemples. C'est parce que l'Union soviétique a adopté cette attitude provocatrice que nous sommes actuellement en pleine crise. Les Russes n'ont pas pris la détente au sérieux. Ils en ont profité pour renforcer leurs armements et commettre des actes d'agression dans le monde. Nous devons nous protéger contre ce danger.

A mon avis, la différence entre les socialistes de chez nous et ceux d'Europe comme Brandt, Schmidt et Mitterrand, c'est que ces derniers savent les risques qu'ils courent. Ils doivent regarder la réalité en face, adopter des politiques sensées au lieu de se contenter de belles phrases. C'est pour cette raison qu'en 1979, nous nous sommes fait un plaisir d'accepter les conclusions qu'ils nous ont présentées en tant que membres de l'OTAN et que nous sommes prêts à refaire la même chose. Je peux d'ailleurs vous assurer que nous continuerons à nous ranger à leur opinion. La pire chose à faire serait de saper la confiance des pays de l'Europe de l'Ouest qui se tiennent à nos côtés devant la menace de l'Est.

Pour conclure, monsieur l'Orateur, je dirais simplement qu'il ne s'agit pas seulement d'avoir de bons moyens de défense; bien sûr, il nous les faut. Mais nous devons surtout aborder la question du désarmement avec une politique réaliste susceptible d'inciter nos adversaires à négocier. Il n'y a pas de paix possible sans cela. La limitation et la réduction radicale du potentiel militaire que nous préconisons devraient nous conduire vers la paix mondiale.